



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 17, 12 mai 2011

CONTENU

Politique commerciale américaine

Les accords de libre-échange avec la Colombie, Panama et la Corée du Sud présentés au Congrès	1
Taxer les bons du Trésor pour réduire le déficit commercial avec la Chine ?.....	2

Commerce international

Comment en finir avec le cycle de Doha ?.....	3
---	---

Propriété intellectuelle

Le Canada de nouveau dans la mire de la liste américaine prioritaire des contrevenants aux DPI.....	4
---	---

Études économiques et articles connexes	5
---	---

Politique commerciale américaine

Les accords de libre-échange avec la Colombie, Panama et la Corée du Sud présentés au Congrès

Le 3 mai dernier, le bureau du représentant américain au Commerce (USTR) a annoncé au Congrès être prêt à entamer les négociations législatives en vue de la ratification des trois accords de libre-échange (ALE) bilatéraux avec la Colombie, Panama et la Corée du Sud. Les trois ALE seront étudiés en bloc, même s'ils devraient faire l'objet de votes séparés. Aucun calendrier législatif précis n'a toutefois été avancé, car l'Administration souhaite d'abord en arriver à une entente avec les leaders républicains sur le renouvellement du programme d'ajustement au commerce (*Trade Adjustment Assistance*, TAA).

Le renouvellement du TAA, qui offre une aide aux travailleurs et aux entreprises affectées par les importations et les délocalisations, sera au cœur des négociations sur le passage des ALE.

Ce nouveau développement est rendu possible grâce aux progrès récents dans les négociations avec la Colombie.¹ La Corée du Sud vient de son côté de ratifier l'ALE avec l'Union européenne, accentuant du même coup la pression sur les États-Unis, qui pourraient subir un détournement de leur commerce. Cependant, il n'y a plus d'opposition sérieuse au passage de l'ALE avec la Corée du Sud depuis que l'influent sénateur démocrate Max Baucus (D-MT), président du comité sur les Finances, a décidé de l'appuyer. Le leadership républicain s'est dit prêt à entériner les trois ALE dans leur forme présente.

Le renouvellement du TAA, qui offre une aide aux travailleurs et aux entreprises affectées par les importations et les délocalisations, sera au cœur des négociations sur le passage des ALE. Dans le contexte des tensions entourant le budget, cela risque cependant d'entraîner d'importantes frictions entre les républicains à la Chambre des représentants et l'Administration démocrate. Ils doivent s'entendre sur la source de son financement, sa durée et, surtout, sur la

¹ Consulter la Chronique commerciale américaine vol. 4, no 14 du 12 avril 2011 pour plus de détails : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=6611



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 17, 12 mai 2011

version du programme qui devra être adoptée. Le TAA a été bonifié en 2009 dans le cadre des programmes de relance durant la crise. Les démocrates voudraient voir ce programme reconduit, alors que la majorité républicaine souhaite un retour au programme de 2002, moins généreux. Le TAA est aussi au cœur des tensions sur la politique commerciale puisque chaque parti souhaite l'utiliser comme monnaie d'échange. Le parti républicain refuse de reconduire le TAA tant que les trois ALE ne seront pas soumis au vote du Congrès. En contrepartie, l'Administration démocrate souhaite utiliser les ALE comme monnaie d'échange pour forcer les républicains à accepter le renouvellement bonifié du TAA. À suivre...

Sources : Doug Palmer, « U.S. Begins Push Toward Approval of the Deals », *Reuters*, 4 mai 2011, en ligne : <http://www.reuters.com/article/2011/05/04/us-usa-trade-deals-idUSTRE74376O20110504> ; « With FTA Technical Talks Moving Ahead, TAA Negotiations to Intensify », *Inside U.S. Trade*, vol. 29, no 18, 6 mai 2011.

Taxer les bons du Trésor pour réduire le déficit commercial avec la Chine?

Alors que la troisième réunion du *U.S.-China Strategic Economic Dialogue* se tiendra à Washington plus tard ce mois-ci et que le déficit commercial américain avec la Chine alimente toujours la grogne et les tendances protectionnistes des élus américains, Joseph Gagnon et Gary Hufbauer, du Peterson Institute, ont avancé une idée originale pour contraindre la Chine à cesser de manipuler son taux de change : taxer l'achat des bons du Trésor.

La logique est la suivante. La Chine manipule le taux de change du renminbi par l'achat de bons du Trésor américains. Elle vend donc des renminbis sur le marché international, ce qui en diminue la valeur. Cela se répercute sur le prix de ses exportations et stimule sa croissance. Ses exportations bon marché envahissent le marché américain, créant du même coup un déficit commercial monumental pour les États-Unis, de l'ordre de 273 milliards de \$ É-U en 2010. Pour rééquilibrer la balance commerciale déficitaire des États-Unis avec la Chine, et par le fait même y stimuler les exportations américaines, les États-Unis pourraient taxer l'achat de bons du Trésor lorsqu'ils servent à manipuler les taux de change. Cette mesure ne contreviendrait pas aux règles internationales. Elle rendrait l'accumulation des réserves de change chinoises encore plus coûteuse qu'elle ne l'est déjà. Ces réserves sont actuellement évaluées à plus de 2 000 milliards de \$ É-U. La logique implicite ici est qu'aucun marché dans le monde n'est aussi liquide et important que celui du dollar, contraignant la Chine à limiter la manipulation de sa devise par l'achat d'actifs étrangers.

La proposition de ce type de mesure peu orthodoxe est fort révélatrice de la place du politique dans les dynamiques du commerce international. Elle fait aussi réfléchir sur l'étendue des privilèges accordés aux États-Unis en tant qu'émetteurs de la monnaie de réserve internationale. La stratégie proposée par Gagnon et Hufbauer implique que la Réserve fédérale continue à contrôler le taux d'intérêt sur le dollar par l'achat stratégique d'une certaine quantité de bons du Trésor. La vraie question qui est encore une fois posée ici ne concerne pas la limite d'endettement des États-Unis, mais bien l'absence d'une monnaie de réserve alternative. Et que se passerait-il si demain les États-Unis éliminaient leur déficit commercial?

Pour consulter l'article de Gagnon et Hufbauer, voir : Joseph Gagnon et Gary Hufbauer, «Taxing China's Assets », *Foreign Affairs*, 25 avril 2011, en ligne : <http://www.foreignaffairs.com/articles/67810/joseph-gagnon-and-gary-hufbauer/taxing-chinas-assets?>

Commerce international

Comment en finir avec le cycle de Doha?

Les représentants des États membres à l'OMC ont participé à une réunion informelle des comités de négociations commerciales, à Genève, les 28 et 29 avril dernier. Ils se sont réunis afin de trouver une solution à l'impasse dans laquelle se trouvent les négociations commerciales multilatérales du cycle de Doha. Cependant, force est de constater à nouveau le fossé politique qui sépare les partis.

Le directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, a résumé trois possibilités qui ne sont guère envisageables à ses yeux pour la suite des choses : 1) continuer les négociations comme si de rien était ; 2) repartir à zéro sur de nouvelles bases plus propices au consensus ; 3) abandonner complètement les négociations. Il a à nouveau invité les partis à réfléchir aux conséquences d'un échec qui discréditerait l'OMC et tout le système commercial multilatéral. Une réunion ministérielle aura lieu en décembre prochain. Les discussions se poursuivent. L'abandon des négociations semble en partie écarté pour l'instant parce qu'aucun pays ne veut porter le blâme de l'échec. De l'avis de l'Union européenne, la meilleure option serait d'identifier des secteurs spécifiques dans lesquels suffisamment de progrès ont été accomplis afin d'en arriver à une entente partielle. M. Lamy appuie cette option et il a invité les membres à passer outre les tensions politiques qui les séparent afin de faire progresser les négociations.



Michael Punke

« Nous ne sommes pas d'accord avec la suggestion [du directeur général Lamy] qu'il suffirait de dénouer l'impasse dans les négociations sur l'accès aux marchés non agricoles (AMNA) afin de résoudre le reste des négociations. »

- Michael Punke, ambassadeur américain à l'OMC, 29 avril 2011.

Pascal Lamy croit qu'il est encore possible d'en arriver à une entente sur l'accès aux marchés non agricoles (AMNA). Une entente dans ce secteur permettrait d'en dénouer d'autres. Cette proposition a cependant été promptement rejetée par l'ambassadeur des États-Unis à l'OMC, Michael Punke, qui considère que des différences fondamentales séparent les pays développés des puissances émergentes, non seulement sur l'AMNA, mais aussi dans le cadre des négociations sectorielles sur l'agriculture et les services. Les ambassadeurs des trois principaux pays émergents, la Chine, l'Inde et le Brésil, ont abondé dans le même sens. Yi Xiaozhun, l'ambassadeur chinois, regrette que les objectifs concernant le développement aient été marginalisés.

Le dilemme qui divise les principaux membres de l'OMC peut être caricaturé simplement. Les États-Unis, qui appliquent des tarifs généralement très faibles sur les marchandises, souhaitent obtenir des concessions spécifiques de la part des pays émergents dans les secteurs où ils sont le plus compétitif, les produits de haute technologie ou la machinerie industrielle par exemple. En contrepartie, les pays émergents souhaitent voir leur développement tiré par les exportations mieux garanti. Ils se refusent à toute concession unilatérale et souhaitent par exemple voir les subventions agricoles des pays développés être mieux encadrées. Devant l'impasse apparente qui se prolonge depuis bientôt cinq ans, il sera intéressant de voir comment les principaux pays membres de l'OMC sauveront la face.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 17, 12 mai 2011

Sources : Michael Punke, « Statement by Ambassador Michael Punke at the World Trade Organization Trade Negotiations Committee Meeting », *USTR Speeches*, 29 avril 2011, en ligne : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/speeches/transcripts/2011/april/statement-ambassador-michael-punke-world-trade> ; OMC, « Les Membres s'engagent à rechercher une voie satisfaisante pour sortir les négociations du Cycle de Doha de l'impasse », *OMC nouvelles*, 29 avril 2011, en ligne : WTO http://www.wto.org/french/news_f/news11_f/tnc_dg_infstat_29apr11_f.htm ; « More Than Technical - US », *Washington Trade Daily*, vol. 20, no 86, 2 mai 2011 ; ICTSD, « WTO Members Exploring Options for Doha 'Plan B' », *Bridges Weekly Trade News Digest*, vol. 15, no 16, 4 mai 2011, en ligne : ICTSD <http://ictsd.org/i/news/bridgesweekly/105615/>

Propriété intellectuelle

Le Canada à nouveau dans la mire de la liste américaine prioritaire des contrevenants aux DPI

Sans surprise, le Canada a de nouveau été ciblé dans la liste prioritaire du rapport sur le « Special 301 » du bureau du représentant américain au Commerce (USTR), qui identifie les pires contrevenants en matière de protection des droits de propriété intellectuelle (DPI). Les politiques du Canada en la matière sont comparées à celles de la Chine ou de la Russie. L'objectif du rapport est de faire pression sur les partenaires commerciaux des États-Unis afin qu'ils modifient leurs pratiques et respectent les traités de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI). Le Canada s'y trouve pour une troisième année de suite parce qu'il n'a toujours pas mis en application ces traités.²

Le rapport reproche au Canada son laxisme dans l'application des mesures de protection des DPI, aux frontières notamment, et la faiblesse des sanctions contre les contrevenants. Le controversé projet de loi canadien C-32 devait répondre à la plupart des griefs américains en la matière, mais il est « mort au feuillet » à l'été 2010. L'élection d'un gouvernement conservateur majoritaire devrait permettre au Canada de modifier ses lois dans le sens souhaité par Washington.

Pour consulter le rapport « Spécial 301 » 2011, voir : USTR <http://www.ustr.gov/about-us/press-office/reports-and-publications/2011/2011-special-301-report>

Pour une approche critique sur le régime de défense de la propriété intellectuelle aux États-Unis et au Canada, consulter le blog de Michael Geist : Michael Geist <http://www.michaelgeist.ca/content/blogsection/0/125/>

Études économiques et articles connexes

Cette semaine dans l'actualité :

Howard F. Rosen, « When It Comes to Globalization, Listen to the American People », *Foreign Policy*, 18 avril 2011, en ligne : IIE

<http://iie.com/publications/papers/paper.cfm?ResearchID=1816>

Jonathan Masters, « U.S. Debt Ceiling: Costs and Consequences », *Council on Foreign Relations Backgrounder*, 22 avril 2011, en ligne : CFR <http://www.cfr.org/international-finance/us-debt-ceiling-costs-consequences/p24751>

² Pour une analyse en profondeur du dernier rapport « Special 301 », voir la Chronique commerciale américaine vol. 3, no 16 du 6 mai 2010, en ligne : CEIM http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=article-ceim&id_article=5722



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 17, 12 mai 2011

Satu Limaye, « Want a New Map of Asia? Include the United States », *Pacific Forum CSIS*, 26 avril 2011, en ligne : CSIS <http://csis.org/publication/pacnet-24-want-new-map-asia-include-united-states>

State Department, « APEC Business Leaders Call for Action to Support SMEs and Boost FDI », *State Department Press Release*, 29 avril 2011, en ligne : State <http://fpc.state.gov/161965.htm>

Dean Baker, « Job Creation the Old Economic Textbook Way: Reducing the Value of the Dollar », *TPM café*, 2 mai 2011, en ligne : CEPR <http://www.cepr.net/index.php/op-eds-&-columns/op-eds-&-columns/job-creation-the-old-economic-textbook-way-reducing-the-value-of-the-dollar>

Glenn Somerville et Doug Palmer, « U.S. Sees Some China FX Flexibility, Wants More », *Reuters*, 3 mai 2011, en ligne : Reuters <http://www.reuters.com/article/2011/05/03/us-usa-china-idUSTRE7426E620110503>

Études économiques et commerciales :

Anne Effland, « Classifying and Measuring Agricultural Support : Identifying Differences Between the WTO and OECD Systems », *USDA EIB no 74*, mars 2011, en ligne : USDA <http://www.ers.usda.gov/Publications/EIB74/EIB74.pdf>

Steven Zahniser et Andrew Roe, « NAFTA at 17: Full Implementation Leads to Increased Trade and Integration », *USDA Outlook Report no. 11-01*, mars 2011, en ligne : USDA <http://www.ers.usda.gov/Publications/WRS1101/WRS1101.pdf>

John Wainio, Mark Gehlhar et John Dyck, « Selected Trade Agreements and Implications for U.S. Agriculture », *USDA ERS 115*, avril 2011, en ligne : USDA <http://www.ers.usda.gov/Publications/ERR115/>

Theodore H. Moran, « Foreign Manufacturing Multinationals and the Transformation of the Chinese Economy: New Measurements, New Perspectives », *Working Paper*, 11-11, avril 2011, en ligne : IIE <http://iie.com/publications/interstitial.cfm?ResearchID=1817>

Simon Shen, « Qualitative Energy Diplomacy in Central Asia: A Comparative Analysis of the Policies of the United States, Russia and China », *Brookings Institution*, avril 2011, en ligne : Brookings http://www.brookings.edu/papers/2011/04_us_russia_china_shen.aspx

Craig K. Elwell, « The Depreciating Dollar : Economic Effects and Policy Response », *CRS Report for Congress*, RL3458, 15 avril 2011, en ligne : State <http://fpc.state.gov/documents/organization/161571.pdf>



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, vol. 4, no 17, 12 mai 2011

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et rédaction : David Dagenais

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca



Abonnez-vous à la liste de diffusion et au fil RSS du bulletin !



<http://www.ceim.uqam.ca/spip.php?article483>



http://www.ieim.uqam.ca/spip.php?page=backend-ceim&id_mot=278